



L'impact socio-économique des monnaies locales et complémentaires

NOVEMBRE 2014

Wojtek Kalinowski
Institut Veblen

Dynamiques et innovantes sur le plan social et technique, les projets de monnaies locales et complémentaires demeurent néanmoins fragiles et suivent globalement une évolution cyclique, avec des phases d'essor suivies de périodes de stagnation. Sans nier l'importance des adaptations locales, cette note soutient que le succès de ces monnaies dépendra de leur insertion dans des régulations plus globales, notamment dans une évaluation socioéconomique capable d'orienter le système productif et l'organisation des échanges dans le sens de la soutenabilité. Dans les conditions actuelles, elles signalent un problème de fond sans parvenir à lui apporter une solution, et leur impact réel se situe surtout sur le plan de l'action sociale et de la sensibilisation citoyenne. Les limites d'une diffusion spontanée et « par le bas » ne tiennent pas uniquement au contexte dans lequel ces projets émergent, hostile à l'idée même de pluralité monétaire. Plus fondamentalement, les monnaies locales et complémentaires se heurtent à l'articulation de la sphère des échanges « complémentaire » et de l'économie dans son ensemble.

Les différentes expériences se divisent *grosso modo* en celles qui restent en dehors du circuit monétaire classique (monnaies non convertibles) et celles qui l'intègrent partiellement ou entièrement (monnaies convertibles) : les systèmes d'échange locaux et les banques de temps d'une part, les monnaies locales à vocation commerciale et les plates-formes d'échange interentreprises de l'autre.

Lorsque l'articulation consiste en une séparation des sphères, le circuit parallèle semble plus facile à mettre en œuvre et offre plus de marges de manœuvre aux porteurs de projets, mais son ambition est aussi plus modeste, réparatrice plus que transformatrice. Ces dispositifs présupposent en effet la distinction entre activités professionnelles et activités ponctuelles, et le fait d'être cantonnés au second groupe limite nécessairement leur impact. Il n'est pas à exclure que cette distinction même devienne moins structurante dans l'avenir, sous l'effet de la mutation de l'emploi vers des formes de « poly-activité » et d'un meilleur partage du travail salarié, mais à l'état actuel il s'agit des formes d'entraide développées à la marge de la société salariale et de l'Etat-providence, destinées aux groupes sociaux et territoires fragilisés. La plupart des banques de temps repose sur un apport de ressources externes venant de la sphère privée ou des autorités publiques. Ces projets sont à ranger parmi les

La présente note s'inspire en partie des échanges qui ont eu lieu lors des « Rencontres monétaires de Villarceaux » en juin 2014, où s'était réuni une trentaine d'acteurs et de chercheurs actifs dans le domaine de la pluralité monétaire, dont une quinzaine de responsables de projets de monnaie sociale et complémentaire. L'objet des Rencontres est d'approfondir la compréhension du rôle des innovations sociales dans la transition vers une économie plus soutenable, en croisant les perspectives d'acteurs et celles des chercheurs. En 2014, les Rencontres ont été consacrées à la question du « changement d'échelle » telle qu'elle peut se poser aux monnaies locales et complémentaires.

outils d'insertion par activité et portent la promesse d'une action sociale plus innovante et plus démocratique. Lorsqu'elles émergent soudain et massivement, comme ces dernières années en Europe du Sud, les solutions de nécessité qu'elles proposent restent cependant très en deçà des besoins des populations, et leur pérennisation paraît difficile.

Là où la monnaie parallèle intègre au contraire le circuit classique, l'ambition transformatrice est plus explicite mais se heurte à une circulation effective limitée. En conséquence du faible nombre d'utilisateurs, les coûts dépassent souvent la masse monétaire en circulation et les recettes propres restent limitées, alors que les bailleurs de fonds s'attendent à une autosuffisance progressive. De sorte que l'impact des projets se situe essentiellement sur le plan des campagnes de sensibilisation. Cette fonction « éducative » est essentielle mais pour aller plus loin, le circuit local devrait permettre de « boucler » la demande finale locale et l'offre locale, autrement dit de passer de la relocalisation des actes d'achat à la construction d'un régime productif local.

Dans nombre de secteurs, une telle évolution paraît souhaitable du point de vue de l'impact social et environnemental des activités, mais elle heurte de front l'organisation économique en vigueur, où l'offre locale est défavorisée par un système des prix relatifs quasiment aveugle aux externalités négatives des modes de production productivistes. La monnaie complémentaire fait partie des outils permettant d'inverser la tendance, mais à condition de franchir un seuil institutionnel décisif : celui qui réside au niveau des collectivités territoriales et de leur capacité de mettre en circulation une monnaie locale gagée sur leurs recettes fiscales futures. C'est ainsi que les flux monétaires locaux pourront atteindre des volumes suffisants pour modifier réellement la vie économique des territoires.

I. Motivations des acteurs et objectifs poursuivis

Les monnaies locales et complémentaires font partie des innovations sociales qui émergent actuellement en Europe et ailleurs, sur fond d'une triple crise économique, sociale et écologique à laquelle les politiques traditionnelles peinent de trouver des réponses adéquates. Les circuits monétaires parallèles apparaissent dans ce contexte comme une façon de renforcer la résilience des territoires face aux chocs externes, promouvoir la soutenabilité écologique et l'inclusion sociale, soutenir les PME locales ou encore permettre aux habitants de s'approprier les enjeux du développement local. Certains projets sont portés par une vision politique des objectifs auxquels la monnaie est censée contribuer, d'autres sont accompagnés d'un argumentaire « pragmatique » du développement local. Leurs promoteurs s'inscrivent naturellement dans l'économie sociale et solidaire, avec laquelle ils partagent la même volonté de démocratiser l'économie et de la rendre plus inclusive, mais l'on y retrouve aussi des sensibilités écologiques fortes ; pour les collectifs britanniques des Villes en Transition par exemple, initiateurs de la plupart de projets de monnaies locales outre-Manche, la motivation clefs est de préparer les villes et l'économie locale à l'effondrement prochain du système d'approvisionnement, trop dépendant des énergies fossiles. Un troisième groupe de motivations, plus étroitement économiques, limite l'ambition transformatrice au renforcement des PME et du tissu économique local via la désintermédiation du crédit bancaire.¹

¹ Il s'agit des plates-formes d'échange interentreprises dotée d'une unité de compte propre, qui représentent une part non négligeable du commerce international : environ 15% des échanges internationaux s'effectuent sans recours à la monnaie de cours légal. L'essentiel de ces échanges (80%) concerne cependant les échanges média entre des très grandes entreprises, et sort clairement du cadre de la présente note. Quand au 20% restant, la plupart des plates-formes d'échange sont fonctionnelles et ne suivent aucune délimitation géographique, ce qui limite leur potentiel comme outil d'économie territoriale. Le WIR en Suisse ou le Sardex en

La monnaie et la création monétaire étant au cœur de l'économie, il est parfaitement naturel qu'elles canalisent la quête d'alternatives, et les défaillances du système en place viennent d'être rappelées par la grande crise financière dont l'Europe ne s'est toujours pas remise. On peut même remarquer un effet indirect mais bien réel du débat public qui accompagne les projets de monnaies locales et complémentaires : les nombreuses conférences et réunions publiques consacrées au rôle de la monnaie s'apparentent à autant de moments d'éducation populaire. Les enseignements qui en sont tirés par les uns et les autres peuvent certes varier considérablement ; les « critiques monétaires » forment une famille hétéroclite et une même révolte contre le monopole bancaire peut déboucher sur des propositions divergentes : unicité ou pluralité monétaire, crédit mutuel ou crédit public, centralisation ou décentralisation de l'émission, taux d'intérêt ou monnaie « fondante », etc. Cependant, il n'est pas nécessaire de partager toutes ces idées pour voir un effet globalement positif du débat lui-même, d'où émergent aussi des propositions concrètes. Les préparations en amont et les lancements des monnaies locales donnent lieu à des concertations des acteurs locaux concernés par le développement de leur territoire : quelles sont les ressources qu'il faut mieux valoriser ou préserver ? Quelle offre locale peut-on apparier à la demande locale ? Etc.

Dans une perspective historique plus longue, les expérimentations actuelles font écho à celles des années d'entre-deux-guerres, lorsque Silvio Gesell promouvait la monnaie « fondante » tandis que Frederic Soddy pointait l'incompatibilité entre la richesse monétaire, pouvant apparemment croître à l'infini, et la richesse physique, dont la croissance rencontre tôt ou tard ses limites. Comme à l'époque de la Grande dépression, la diffusion des idées est aujourd'hui l'œuvre d'intellectuels militants, auteurs de livres largement ignorés des économistes universitaires mais trouvant un public intéressé parmi les citoyens, les entreprises locales ou les élus locaux désireux de passer à la pratique. Une différence est que la vague actuelle est plus riche et plus diversifiée, incluant notamment les préoccupations écologiques et la nécessité de « redéfinir la prospérité » à l'aune des impacts négatifs du développement économique, aux côtés des motifs plus classiques comme le développement local endogène ou la volonté de rendre les PME plus autonomes de l'intermédiation bancaire. Notamment l'échelle locale a été redécouverte comme un élément clef de la soutenabilité, et les thèmes comme circuits courts alimentaires ou production locale d'énergie signalent aujourd'hui la nécessité d'aller vers une économie territoriale moins dépendante des apports extérieurs en matière et en énergie.

Devant la multiplication des dispositifs sur le terrain, la question de leur pérennité et de leur impact se pose tout naturellement, aux promoteurs eux-mêmes mais aussi à d'autres acteurs invités à rejoindre ou soutenir les projets. Le modèle sous-jacent à beaucoup de discussions sur l'innovation sociale est celui des « niches d'innovation » qui doivent être protégées assez longtemps pour pouvoir résister à l'environnement extérieur. En transposant ce modèle au domaine des innovations monétaires, quels sont les moyens de protection pertinents et comment définir la « résistance » des niches ? Mais aussi, dans quels termes faut-il

Sardaigne offrent des cas intermédiaires dans la mesure où le circuit interentreprises y est délimité « naturellement » par la frontière nationale ou la géographie insulaire, mais par exemple le RES n'entend nullement se limiter à la Belgique où il a été créé initialement. Voir « Potentiel et perspectives de développement des plates-formes d'échanges interentreprises », étude réalisée par Sofred Consultants pour PIPAME, janvier 2013.

définir l'impact ? Celui-ci peut être mesuré à travers les indicateurs classiques – masse monétaire en circulation, nombre d'utilisateurs, etc. –, sans oublier que ces derniers n'épuisent pas la question, ni que le succès n'est pas toujours défini par l'accroissement du dispositif. Rester « à taille humaine » est au contraire un objectif revendiqué par les systèmes d'échange locaux (SEL), qui se scindent lorsqu'ils dépassent un seuil de 400/500 membres pour ne pas distendre le lien de proximité. Plutôt que par la taille d'un projet particulier, l'impact pourrait être défini par la dissémination des projets sur le territoire, ou encore par la capacité de semer les germes de nouvelles façons de vivre, de produire et de consommer, autrement dit par la diffusion des valeurs alternatives ou contestataires. La valorisation des biens et services dans les SEL et les banques de temps défie ouvertement le système économique dominant, mais on retrouve la même visée dans les critères éthiques appliqués à la sphère des échanges « parallèle », par exemple dans les chartes adoptées par de nombreuses monnaies locales en France. Les entreprises adhérentes y sont demandées de respecter certains critères sociaux ou environnementaux, ou du moins de s'engager à faire évoluer leur offre dans le sens souhaité, comme dans le système des « défis » de la monnaie Eusko au pays basque français, ou les engagements progressifs du Sol-Violette à Toulouse.

Pour tout utiles qu'ils soient, on peut soupçonner que l'effet éducatif et la promotion des valeurs alternatives ne suffiront pas pour pérenniser les projets eux-mêmes : un intellectuel militant peut se satisfaire d'aider au démarrage de toujours nouveaux projets, mais les acteurs locaux sont quotidiennement confrontés aux questions de la viabilité et de la pérennité. Les SEL offrent l'exemple type d'un dispositif autonome, géré uniquement par ses membres, mais dans d'autres cas la liste des parties prenantes est longue : entreprises et collectivités territoriales demandées d'adhérer, fondations sollicitées pour le soutien financier, structures d'économie sociale et solidaire, associations locales, collectifs d'habitants, etc. Sans oublier les autorités monétaires et publiques, à qui ces monnaies « pas comme les autres » posent des questions dont une partie seulement a été tranchée par le législateur ou la jurisprudence ; d'autres attendent encore leur réponse, et globalement les monnaies complémentaires paraissent « tolérées » au motif qu'elles seraient trop petites pour poser un réel défi au cadre régulateur actuel. Il s'ensuit que toute perspective d'une « montée en échelle » de ces projets entraînera de nouvelles discussions sur la légitimité et le sens même de ces projets.

Surtout dans le cas des monnaies locales, un aspect clef de la pérennité concerne le financement. La plupart des projets se fonde sur un modèle hybride où les recettes propres restent limitées voire très limitées mais rassurent les bailleurs que le projet évolue « dans le bon sens », et où l'engagement bénévole est indispensable pour assurer le fonctionnement du dispositif au quotidien.² Les attentes ne sont pas forcément les mêmes parmi les bailleurs de fonds – pour qui l'objectif d'auto-financement à moyen-terme semble aller de soi – et les porteurs de projets, qui reconnaissent plus facilement le besoin d'un financement externe pérenne. Notamment dans le contexte français actuel, une question clef est celle de savoir si les monnaies locales lancées ces dernières années vont survivre au changement de majorité au niveau des collectivités.

En résumé, la question de l'impact croise ainsi les enjeux sociologiques (diffusion des valeurs

²Jérôme Blanc et Marie Fare, « Les modèles économiques des monnaies locales complémentaires », Synthèse prospective réalisée par le laboratoire Triangle, UMR 5206 et commandée par la région Rhône-Alpes, mars 2014.

comme vecteur de transformation sociale), économiques (viabilité et intégration du circuit monétaire parallèle dans les activités) et politiques (soutien des autorités et intégration de la pluralité monétaire parmi les outils de la politique publique) des projets de monnaies locales et complémentaires. Dans quelles conditions peut-on s'attendre à une montée en échelle des circuits monétaires locaux et parallèles ? La suite de cette note tentera d'y répondre en deux temps. Dans un premier temps, un rapide panorama du mouvement des monnaies locales et complémentaires en Europe débouchera sur la conclusion – plutôt banale – que ce mouvement suit une évolution cyclique, avec des périodes d'essors suivies de stagnation ou de déclin. Ces cycles d'essor et de stagnation pointent des obstacles structurels qui sont discutés dans un deuxième temps.

II. Un panorama des monnaies locales et complémentaires en Europe³

Qu'en est-il des monnaies locales et complémentaires aujourd'hui en Europe ? Les évolutions récentes en France reflètent assez fidèlement les dynamiques observées dans les pays voisins : les toutes dernières années ont été marquées par la multiplication des banques de temps et des monnaies locales soutenues par les collectivités territoriales. Le dynamisme des dispositifs varie d'un projet à l'autre, et la dynamique d'ensemble d'un pays à l'autre : la Grande-Bretagne et l'Allemagne paraissent comme des sources majeures d'innovation, sans doute grâce à la coexistence des traditions intellectuelles locales – E. F. Schumacher et le mouvement écologique, Silvio Gesell et la « monnaie franche », etc. – et des diffuseurs d'idées capables de mobiliser les acteurs de terrain (comme la New Economics Foundation ou le Schumacher College en Grande-Bretagne). En comparaison, la vague plus récente de monnaies sociales et complémentaires dans l'Europe méditerranéenne porte toutes les marques des solutions de nécessité élaborées dans le contexte d'une crise sociale sans précédent. Et la plupart des tentatives pour implanter les monnaies complémentaires dans l'Europe centrale et orientale – ou, plus rarement, dans les pays scandinaves – se sont soldés jusqu'ici par l'échec.

L'histoire récente des monnaies complémentaires en Europe remonte au milieu des années 1980, lorsque les premières expériences des SEL (LETS en anglais), venues du Canada, ont apparu en Grande-Bretagne pour migrer vers la France et d'autres pays européens. Ces premiers projets ont échoué, mais une nouvelle vague a émergé au début des années 1990 dans le sillage de la crise économique de l'époque. Vers la fin de la décennie, la Grande-Bretagne comptait ainsi 450 LETS, avec environ 40 000 membres. A la même époque, le modèle s'est diffusé rapidement sur le continent, notamment en France, en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas. Outre-Rhin par exemple, où la plupart des *Tauschringen* avaient opté pour le temps comme unité de compte, une étude réalisée au début des années 2000 estimait à 300 le nombre de dispositifs actifs, et celui d'adhérents à 80 en moyenne.⁴ L'étude pointait aussi la faible densité des échanges comme le principal frein au développement de ce modèle ; la situation n'a guère changé depuis, et l'analyse

³ Cette section reprend l'essentiel de la contribution à la mission interministérielle sur les monnaies locales et complémentaires, créée en février 2014 par Benoît Hamon et Cécile Duflot, alors respectivement ministre de l'ESS et ministre de l'Égalité des territoires et du logement.

⁴ Verena Niemeyer, *Tauschringe in Deutschland*, Diplomarbeit, Universität Heidelberg, 2002.

du problème reste valable. L'évolution a été similaire en France, où les chiffres évoqués aujourd'hui – environ 500 dispositifs, chacun avec une centaine d'utilisateurs en moyenne – sont similaires aux observations faites à la fin des années 1990. Après un essaimage rapide, les années 2000 représentaient donc une stabilisation voire un essoufflement, alors même que d'autres modèles commençaient à émerger.

La Grande-Bretagne demeure en revanche une source majeure d'innovation monétaire. C'est là où s'est formé le mouvement des « Villes en Transition », un ensemble d'initiatives citoyennes locales visant à préparer les villes à la transition écologique et énergétique ; c'est dans ce cadre que la plupart des monnaies locales britanniques – Bristol Pound, Brixton Pound, Totnes Pound, Stroud Pound, Lewes Pound... – ont été développées. C'est aussi outre-Manche que l'on retrouve aujourd'hui un réseau particulièrement dynamique des banques de temps : la Time Bank Union britannique fédère aujourd'hui près de 300 dispositifs locaux sur tout le territoire, revendiquant quelques 350 000 utilisateurs.

Un aspect particulièrement intéressant du développement sur les îles britanniques concerne l'implication des collectivités territoriales. Du côté des monnaies locales, à Bristol et à Brixton les autorités autorisent aux entreprises présentes sur le territoire de verser la taxe locale professionnelle (« *business rate* ») en monnaie locale, et une extension aux particuliers est en discussion. Pour stimuler l'injection de la monnaie complémentaire dans le circuit monétaire local, des programmes volontaires ont été proposés aux employés des collectivités, qui peuvent accepter une fraction de leur salaire en monnaie locale. Le maire de Bristol a donné exemple dès son élection en 2012, en annonçant qu'il sera versé l'intégralité de son salaire en Bristol Pound. Pour l'heure, ces mesures n'ont pas permis d'augmenter considérablement le nombre d'utilisateurs (voire le graphique ci-après).

Du côté des banques de temps, il convient d'observer l'apparition des crédit-temps publics, dont le rôle est d'insérer les services publics et les collectivités dans la sphère des échanges en temps. Ainsi, la ville de Londres a lancé en 2012 le « Time Credit Scheme » dont la gestion est confiée à l'ONG caritative Spice. En s'appliquant dans la production des services publics ou en aidant les associations locales, les habitants accèdent à une vaste palette de services (récréation, sports, tourisme culture, santé, etc.), à Londres mais aussi ailleurs dans le pays. D'après le catalogue d'été 2014, les quelques 13 000 habitants qui participent au programme gagneraient environ 10 000 heures par an ; la densité des échanges est donc faible pour le moment.

Une deuxième source importante d'innovations monétaires réside dans les pays de langue allemande, où les porteurs de projet s'inspirent volontiers des expériences d'entre-deux-guerres et des travaux de Silvio Gesell sur la monnaie « fondante ». En Allemagne, le réseau « Regiogeld » fédère ainsi environ 70 monnaies locales à vocation commerciale, émergées au début des années 2000 et obéissant souvent au principe gesellien de la « fonte » de la monnaie. L'exemple le plus connu dans ce groupe est le Chiemgauer, créé en 2003 dans la commune bavaroise de Prien am Chiemsee ; il représente une masse de circulation – environ 500 000 euros – supérieure à toutes les autres monnaies Regio prises ensemble (en moyenne, il s'agit donc plutôt de 10 mille euro en circulation). Comme dans le cas des SEL, l'essaimage rapide des années 2000 s'est arrêté par la suite ; la fermeture récente de quatre projets laisse penser que les Regio eux-aussi cherchent un

deuxième souffle, malgré la notoriété du Chiemgauer. L'association nationale Regiogeld Verband reconnaît aussi le problème de la pérennisation : sans subvention et avec des recettes propres insuffisantes, ces projets reposent fondamentalement sur l'engagement bénévole dont le renouvellement s'avère problématique.

La situation est similaire en Autriche, où l'on recense une trentaine de *Tauschkreise* et où les monnaies locales les plus connues circulent dans le Land Vorarlberg, situé à la frontière occidentale du pays. Parmi les cinq monnaies locales recensées, la plus grande accueille quelques 150 entreprises membres et mettant 100 000 euros en circulation. Vorarlberg est aussi la région qui accueille la banque de temps la plus dynamique du pays, Talente Vorarlberg, avec quelques 1800 membres. Quant à la Suisse alémanique, on y retrouve un réseau de banques de temps réunies au sein de l'association TALENT, mais le pays reste surtout connu pour la monnaie de crédit-mutuel WIR, la seule « survivante » des monnaies complémentaires créées à l'époque d'entre-deux-guerres, utilisée actuellement par 60 000 PME suisses (20 000 de façon régulière de 40 000 de façon ad hoc).

La Belgique et les Pays-Bas ont suivi les tendances observables en France et en Allemagne, avec l'apparition des SEL dès les années 1990. Plus récemment, une série de monnaies locales ont été lancées ou soutenues par les municipalités : en Belgique, le débat se focalise actuellement sur l'Eco-iris lancé à Bruxelles avec le soutien du Ministère de l'Environnement, un projet controversé au vu des frais de fonctionnement sans commune mesure avec la masse monétaire en circulation. En 2013 la ville d'Amsterdam a lancé la monnaie locale *makkie* dans le quartier défavorisé Makassarsquare ; ce dispositif récompense des gestes citoyens d'une façon similaire au *Torekes* à Gand en Belgique néerlandophone. Une série d'autres villes néerlandaises (Groningen, Leiden, Nijmegen et d'autres) préparent actuellement leurs projets respectifs, tandis que la ville de Rotterdam a déjà lancé deux projets parallèles : une monnaie temps (*zuidelings*) destinées aux quartiers pauvres de la ville et une monnaie de crédit-mutuel (*dam*) destinées aux PME locales. Le dynamisme des Pays-Bas ne date pas d'aujourd'hui – c'est ici qu'ont vu le jour les premières expériences des cartes « green for green » NU/Spaarpass, au début des années 2000 – et s'explique par la présence d'un acteur local particulièrement dynamique dans la promotion et la mise en place des monnaies locales et complémentaires (Qoin Foundation).

L'Europe méditerranéenne a connu, dans le sillage de la crise économique, un essor rapide des monnaies de plusieurs types, notamment des banques de temps. L'évolution a été la plus spectaculaire en Grèce, où le nombre de projets a cru de 1 à environ 70 entre 2008 et 2014 ; d'après la recherche disponible, une quarantaine de ces dispositifs seraient réellement actifs, et le nombre de monnaies locales actives est comparable . En Espagne, les banques de temps existent depuis 1998 mais leur nombre a cru rapidement à partir de 2008/2009, grâce au soutien des municipalités ou des ONG caritatives comme Salud y Familia. On en compte environ 300 actuellement, dont environ 40 à Madrid et 50 à Barcelone, la plus grande d'entre elles revendiquant 3000 membres. Le pays compte également plusieurs dizaines de monnaies locales disséminées sur tout le territoire.

Exemples des monnaies locales en Europe : masse monétaire et nombre d'utilisateurs

	Année de création	Masse monétaire en circulation	Nombre d'utilisateurs	Budget annuel
Chiemgauer (Prien am Chiemsee, Allemagne)	2003	520 000 €	3200 particuliers 600 entreprises 200 associations	<i>nd</i>
Bristol Pound (G-B)	2012	320 000 £	1 200 particuliers 420 entreprises/asso.	84 000 €
Brixton Pound (G-B)	2009	150 000 £	2 000 utilisateurs	80 000 €
Eco-Iris (Bruxelles)	2009	6 000 €	1 360 utilisateurs 60 entreprises/asso.	148 000 €
Eusko (pays basque français)	2013	245 000 €	2700 particuliers 430 entreprises 115 associations	160 000 €
Galléco (Ille-et-Vilaine)	2013	24 000 €	542 utilisateurs	64 000 €

Sources : « Rencontres monétaires de Villarceaux 2014 : présentation des dispositifs monétaires », juin 2014 ; « Les modèles économiques des monnaies locales complémentaires », Jérôme Blanc et Marie Fare, mars 2014.

Les mêmes tendances sont visibles mais moins prononcées au Portugal, où les banques de temps ont été introduites en 2002 par le mouvement des femmes. Le réseau initial s'est rétréci au cours des années 2000, et le regain d'intérêt à partir de 2011 n'a compensé ce recul qu'en partie. En Italie en revanche, ce type de dispositif avait connu une forte croissance déjà avant la crise de 2008/2009, grâce notamment au contexte législatif favorable (la loi passée en 2000). En 2002, il y avait environ 250 banques de temps sur la péninsule, à comparer avec 430 identifiées aujourd'hui par l'Associazione Nazionale Banche del Tempo. En parallèle, une série de monnaies locales « solidaires » a été mise en place depuis 2008 par l'association Arcipelago SCEC, un réseau national regroupant environ 15 000 particuliers et 2 000 entreprises. Il faut également noter l'apparition de plusieurs plates-formes d'échanges interentreprises comme le Sardex en Sardaigne, qui veut reproduire le succès du WIR suisse, ainsi qu'une série de monnaies locales développées par les municipalités ou les groupes de commerçants locaux. En réponse à ces évolutions sur le terrain, le nouveau projet de loi italien – actuellement en discussion au Parlement – propose un cadre législatif accommodant aux monnaies locales et aux monnaies de crédit mutuel.

La situation est très différente en Europe centrale et orientale, où les premiers LETS ont apparu au milieu des années 1990, introduits le plus souvent par les milieux écologistes. La plupart des projets a périclité peu après leur lancement, et l'histoire s'est répétée dans les années 2000 avec les banques de temps. Ainsi, en République Tchèque, aucun des projets démarrés aux alentours des années 2000 n'est actuellement en activité. Même situation en Slovaquie voisine, où une quinzaine de SEL avaient vu le jour au début du siècle, ou encore en Hongrie, où l'introduction des SEL s'est faite avec le soutien des organisations

autrichiennes et britanniques. En Pologne, une vingtaine de banques de temps a été lancée au milieu des années 2000 avec le soutien des fonds européens (programme EQUAL, fonds de cohésion sociale) ; la quasi-totalité des projets a été abandonnée lorsque le financement initial avait été épuisé. Une étude réalisée au milieu des années 2000⁵ pointait les difficultés liées aux traits spécifiques des sociétés post-communistes : la faiblesse du tissu associatif local et l'absence de leaders sociaux locaux, le peu de confiance accordée aux institutions et à la société civile, la combinaison de l'individualisme et du repli sur la vie familiale, etc. Ce diagnostic reste encore largement valable.

Quelques projets ont néanmoins vu le jour ces dernières années ; en Pologne, la monnaie de crédit mutuel « Dobry » a été lancée en janvier 2014, tandis que les monnaies locales se frayent leur chemin en Hongrie, soutenues par nombre de collectivités mais aussi par certains politiques au niveau national. Les premiers résultats en sont le « *Kékfrank* », lancé en 2010 par un groupe d'entrepreneurs locaux de la ville de Sopron, et le « *Balaton Korona* », mis en place en 2012 par sept villes de la région de Balaton.

Enfin, quant aux pays scandinaves, les SEL/LETS y ont connu le même cycle d'essor et de stagnation, même si les projets n'ont jamais été aussi nombreux qu'ailleurs. Au-delà de ce modèle, on observe quelques projets sporadiques, comme la banque de temps d'Helsinki en Finlande ou la monnaie locale « *Euronäs* » en Suède, gérée directement par la commune Höganäs, mais globalement les monnaies complémentaires restent quasiment absentes du débat public, si ce n'est à travers les reportages des initiatives en cours dans l'Europe du Sud.

En résumé, le panorama ci-dessus ne prétend à aucune exhaustivité mais signale néanmoins les limites d'une diffusion spontanée des expériences locales, toujours « trop récentes » et trop marginales pour permettre une évaluation solide, de sorte que celle-ci risque souvent de s'appuyer sur les motivations des promoteurs et les effets escomptés plutôt que révélés. Ce caractère cyclique du mouvement peut parfois échapper aux observateurs, parce qu'entre les « vagues » consécutives on observe un renouveau technique et social des dispositifs : le modèle des SEL n'est pas le même que celui des banques de temps, le paiement par smartphone veut réussir là où les cartes électroniques avaient échoué, etc. Si les projets demeurent néanmoins fragiles, c'est d'abord parce qu'ils évoluent dans un contexte hostile au principe même de pluralité monétaire ; d'où l'intérêt de suivre de près l'évolution de la législation italienne ou des règles fiscales locales en Grande-Bretagne, où transparaît une meilleure intégration juridique et politique des monnaies complémentaires. Mais plus fondamentalement, le problème réside dans l'articulation de la sphère des échanges « parallèle » et de l'organisation économique environnante. Les monnaies locales et complémentaires signalent pour ainsi dire le besoin d'un autre développement économique mais demeurent trop faibles pour le mettre en œuvre.

⁵ L. Zagata, Czech LETS. Empirical study on local complementary currencies in the Czech Republic, Czech University of Agriculture, Prague, *Czech Republic Agriculture Economy*, 51, 2005 (6).

III. Dépasser les limites d'une diffusion « par le bas »

Les différentes expériences évoquées ci-dessus se divisent *grosso modo* en celles qui restent en dehors du circuit monétaire classique (monnaies non convertibles) et celles qui l'intègrent partiellement ou entièrement (monnaies convertibles) : les systèmes d'échange locaux et les banques de temps d'une part, les monnaies locales à vocation commerciale et les plates-formes d'échange interentreprises de l'autre.

Là où l'articulation de ces deux sphères repose sur la distinction entre activités professionnelles et activités d'occasion, comme dans le cas des SEL et de la plupart des banques de temps, elle est plus facile à établir mais ses effets sont aussi plus limités, réparateurs plus que transformateurs. L'état des lieux ci-dessus nous amène loin des interprétations idéalistes des SEL avancées dans les années 1990, lorsqu'on voulait y voir un élément subversif introduit au sein du capitalisme. La subversion viendrait du type de confiance sur lequel repose l'usage de la monnaie – fondé sur la communauté d'utilisateurs elle-même, plutôt que sur une institution externe ou les procédures – et la possibilité d'une autre valorisation des biens et services que celle qui prévaut dans le circuit monétaire classique. Ces éléments sont bel et bien présents, à des degrés variables, dans les différents types de dispositifs, néanmoins la subversion demeure confinée aux marges du système.

Affirmer le rôle réparateur des SEL et des banques de temps n'enlève rien à leur utilité face à la crise prolongée de la société salariale et de l'Etat social. Dans les Accorderies françaises, le commentaire le plus fréquent parmi les nouveaux venus est « mais je ne sais rien faire » ; tout l'enjeu de l'expérience est précisément de leur démontrer le contraire.⁶ En Grande-Bretagne, le *broker* de la banque du temps est souvent financé par des ONG ou des agences publiques locales, et son rôle est de construire des « boucles » d'échange en identifiant d'abord la demande puis en lui associant une offre correspondante disponible sur le territoire. Il trouve celle-ci chez les citoyens eux-mêmes ou les associations locales, mais aussi en partie chez les entreprises, qui offrent gracieusement une fraction limitée de leurs prestations au nom de la « *community building* ». Ces formes d'entraide offrent à la fois des activités pleines de sens et, dans une certaine mesure, des solutions pratiques face à la pauvreté monétaire. Toujours est-il qu'elles reposent sur un apport de ressources externes, que ce soit de la sphère marchande, des fondations privées ou des acteurs publics. Dans le même temps, ils ne parviennent pas à satisfaire nombre de besoins vitaux dans les domaines de la santé, du logement, etc. Le nom du site espagnol qui fédère les initiatives émergées ces dernières années sur la péninsule ibérique – « vivre sans emploi »⁷ – montre déjà qu'il s'agit de solutions de nécessité plus qu'un projet de transformation sociale. Des solutions très partielles d'ailleurs, les populations les plus touchées vivant des situations personnelles qui ne leur permettent pas réellement de s'engager dans les activités d'entraide.⁸

Ce constat un peu paradoxal n'est pas nouveau ; les mêmes observations ont été faites au sujet des expériences des SEL dans les années 1990⁹. On reconnaît ici une difficulté classique de l'économie sociale et

⁶ Zoé Renault-Revoyre, intervention aux « Rencontres monétaires de Villarceaux, Domaine de Villarceaux, 27/29 juin 2014.

⁷ www.vivirsinempleo.org

⁸ Irina Sotiropoulou, « The crisis of the Eurozone & the rise of parallel currencies in Southern Europe: The Greek case », présentation aux « Rencontres monétaires de Villarceaux », 27/29 juin 2014.

⁹ « Les plus démunis sont accueillis par les associations caritatives et adhèrent très rarement aux SEL », Smaïn Laacher, « Économie

solidaire, qui veut unir deux traditions anciennes et vénérables mais distinctes, celle de l'entraide et celle de la charité.¹⁰

Là où la monnaie parallèle intègre au contraire le circuit commercial principal et circule à l'échelle d'un territoire, son ambition transformatrice est plus prononcée mais reste théorique tant que sa circulation effective demeure limitée. Or, comme nous l'avons vu plus haut, rares sont les exemples de projets affichant 1000 utilisateurs. Beaucoup d'efforts ont été déployés ces dernières années, non sans succès, pour faire accepter les monnaies locales par les commerces locaux, dans l'idée qu'une palette plus grande de prestations incitera les consommateurs à l'usage. Pari gagné en partie, mais le problème demeure tout entier du côté des particuliers, toujours réticents à se servir de la monnaie locale alors même qu'ils disent partager les valeurs qu'elle représente. Une enquête menée dans la ville de Bristol montre que les habitants n'ont toujours pas pris l'habitude d'utiliser la monnaie locale dans leur vie quotidienne.¹¹ On atteint ainsi, parmi les projets les plus connus, des ratios inédits d'un commerce qui accepte la monnaie locale comme moyen de paiement pour trois consommateurs qui s'en servent réellement (voir le graphique plus haut pour quelques exemples).

Du point de vue des utilisateurs « moyens » – ceux qui n'appartiennent pas au collectif des Villes en Transition ou à un autre groupe fondé autour des valeurs fortes –, la monnaie nationale risque de toujours être considérée comme supérieure à l'alternative locale, puisque elle offre accès aux mêmes produits locaux que cette dernière tout en gardant les autres possibilités ouvertes.¹² Le calcul est différent pour les commerces locaux, qui peuvent estimer que le double effet de fidélisation et d'élargissement de la clientèle dépasse les coûts de gestion occasionnés. Dans le cas de la monnaie basque Eusko, 87% des particuliers qui s'en sont servi en 2013 sont devenus de nouveaux clients pour au moins un commerce local. Dans la même année, 35% des entreprises membres ont trouvé au moins un fournisseur local qui acceptait la monnaie locale. Les données de ce type restent rares mais laissent entrevoir le potentiel de l'outil monétaire pour façonner réellement la vie des territoires.

Pour inciter les particuliers à utiliser la monnaie locale, les porteurs de projets misent principalement sur les améliorations techniques, les partenariats institutionnels et la sensibilisation des habitants. Sur le plan technique, le paiement par sms et les applications *smartphone*, y compris la technologie de balises web utilisée par le Brixton Pound, permettent de réduire les coûts et de faciliter l'usage par rapport aux systèmes fondés sur des cartes électroniques (dont le coût excessif explique sans doute l'abandon de certains projets initiés au début des années 2000). Du côté des partenariats, une idée souvent évoquée en France est d'associer les comités d'entreprise aux circuits monétaires complémentaires. L'idée mérite d'être explorée

informelle officielle et monnaie franche. L'exemple des systèmes d'échanges locaux », *Ethnologie française*, T. 28 N° 2, avril-juin 1998.

¹⁰ Voir Philippe Frémeaux, « Quel potentiel de développement pour l'économie sociale et solidaire ? » Étude réalisée pour le compte de la Fondation Charles-Léopold Mayer et de la Caisse des Dépôts et Consignations, 2012, p 12.

¹¹ Mark Burton, un des promoteurs du Bristol Pound, évoque à cet égard un « *value gap* » entre les valeurs affirmées et les pratiques sociales des habitants. Intervention aux « Rencontres monétaires de Villarceaux », 27/29 juin 2014.

¹² Dans quelques cas, les utilisateurs se voient proposer quelques biens spécifiques, accessibles uniquement en monnaie locale. L'idée a été tentée par l'Eco-Iris à Bruxelles, sans grand résultat.

mais la négociation sera difficile tant que la demande effective en monnaie locale demeure faible.¹³

Sur le plan de la communication enfin, les projets appellent tantôt aux valeurs, tantôt aux intérêts, et le plus souvent aux deux à la fois : la monnaie locale est présentée comme un outil de transformation sociale et comme un supplément de pouvoir d'achat, que ce soit sous forme de réductions de prix en monnaie complémentaire, des primes lors de la conversion, etc. Trouver le bon « *mix* » n'est pas forcément facile, comme en témoignent les difficultés de l'Eco-iris déjà mentionné, dont l'idée est de récompenser les « éco-gestes » citoyens par une monnaie « écolo ». Les organisateurs se sont rapidement aperçu que les habitants les plus investis ne souhaitaient pas être payés, comme si le fait d'être récompensé enlevait une partie du sens qu'ils avaient de leur propre action. Inversement, pour les habitants non investis, l'effet incitatif n'était pas suffisant pour les impliquer.¹⁴

D'autres projets ont su mieux identifier la demande réelle des habitants avant de lancer la monnaie, mais le problème est plus général et touche à la différence entre l'outil et son usage. La monnaie locale peut être « calibrée » de maintes façons dans l'idée de promouvoir certaines valeurs, mais la diffusion effective de celles-ci par la monnaie n'a rien d'automatique. Les expériences de terrain montrent plutôt que les valeurs forment une condition préalable aux projets eux-mêmes : elles animent les fondateurs et les militants qui choisissent de leur consacrer leur temps à titre bénévole. Pour les militants les plus engagés, lorsque la monnaie locale n'est plus vécue comme porteuse d'un « projet politique », la déception et l'essoufflement ne sont pas loin.¹⁵ A contrario, on peut songer aux raisons du succès relatif de l'Eusko mentionné plus haut, devenu la plus grande monnaie locale dès la première année de son existence. Un exploit qui s'explique sans doute par le fait qu'il s'appuie sur des valeurs déjà partagées par nombre d'habitants du territoire, à savoir la promotion de l'identité culturelle et de la langue basque. Les « défis » lancés aux entrepreneurs adhérant au système mélangent habilement des engagements écologiques (tri sélectif, produits locaux) et culturels (apprentissage de la langue, affichage bilingue dans les magasins). C'est donc un cas assez particulier qui laisse peu de réponses à des territoires moins marqués par une identité régionale forte.

Le temps montrera si ces différentes mesures vont permettre de monter progressivement le taux d'utilisation : les débuts difficiles et l'incertitude font partie des règles du jeu de l'innovation sociale. Les circuits monétaires privés (banques de temps, SEL) ont trouvé leur « niche » dans le paysage social de plusieurs pays européens. Pour les monnaies locales et régionales cependant, un saut quantitatif semble nécessaire pour pérenniser les projets. Très probablement, ce saut ne pourra venir que du « bouclage » de la demande finale locale et de l'offre locale, ce qui présuppose d'aller au-delà de la relocalisation des actes d'achat pour (re)construire un véritable régime productif local. Or cet objectif ne saura être poursuivi par le seul circuit monétaire parallèle ; la tâche présuppose aussi et surtout une politique territoriale différente et une autre valorisation des biens et services.

¹³ Les œuvres sociales des comités d'entreprise sont censées répondre aux demandes qui émanent des salariés eux-mêmes.

¹⁴ Olivier Chaput, Intervention aux « Rencontres monétaires de Villarceaux », Domaine de Villarceaux, 27/29 juin 2014.

¹⁵ La déception est assez perceptible dans le cas de la monnaie Mesure lancée en Romans-sur-Isère en 2011, ce qui en fait une des plus « anciennes » en France. Mais peut-on s'attendre de façon réaliste à ce qu'une monnaie utilisée par 50 ou 100 personnes porte un « projet politique » ? Interventions d'Annie Vital aux « Rencontres monétaires de Villarceaux », Domaine de Villarceaux, 27/29 juin 2014.

Le thème de la relocalisation productive n'est pas nouveau dans les discussions sur les circuits monétaires complémentaires, mais il se heurte constamment au problème de l'adéquation des dispositifs locaux et de l'organisation économique globale. Relier la demande locale à la production locale paraît plus plausible dans une économie populaire et peu diversifiée, où chaque consommateur est en même temps producteur. Mais dans les économies dites « développées », fondées sur le salariat et la division du travail (fonctionnelle et spatiale), les trois « étages » dont parlait l'historien Fernand Braudel – marchés locaux de la consommation courante, économie de marché à moyenne portée, finance internationale et commerce lointain – sont profondément imbriqués l'un dans l'autre, et le premier « étage » a souvent été le grand perdant des transformations économiques du XXe siècle. Même dans le secteur agricole et agroalimentaire, le « retour » actuel des modèles alternatifs et locaux demeure très relatif, en dépit du bilan écologique et social qui plaide fortement dans ce sens. Or un système fondé sur une spécialisation spatiale poussée à l'extrême n'est pas résilient : les gains de productivité sont partagés entre les consommateurs, le capital et le travail, mais les dégâts sociaux et environnementaux incombent surtout aux populations vivant sur les territoires touchés. Autrement dit, la faiblesse de l'offre productive locale dans une économie développée s'explique par un système des prix relatifs quasiment aveugle aux externalités négatives des modes de production productivistes. Ces derniers ne se limitent certes pas à la mondialisation, loin s'en faut ; qu'il s'agisse du niveau local, national ou international, le défi de la soutenabilité reste le même : transformer le système productif, adapter les modes de vie, trouver le chemin vers un partage plus équitable des ressources. Dans sa forme actuelle, la mondialisation des échanges aggrave néanmoins les dégâts environnementaux causés par notre mode de développement, d'au moins trois façons : par le risque du moins-disant inhérent à la libéralisation des flux d'investissements internationaux ; par l'empreinte écologique des volumes transportés et des infrastructures nécessaires à la logistique-distribution mondiale ; enfin et surtout, par sa tendance à renforcer les mécanismes qui nous renferment toujours plus dans la « cage de fer » du productivisme et du consumérisme.

Ce diagnostic étant bien connu, la vraie question est celle de savoir d'où pourrait venir une impulsion assez forte pour enclencher un processus de relocalisation de la production dans les secteurs qui s'y prêtent, comme l'agriculture et l'alimentation, l'énergie renouvelable, la maintenance, les services, etc., mais aussi dans d'autres, en fonction du potentiel spécifique des territoires en question. Une telle réorientation ne saurait être délaissée au marché : il faut des régulations fortes et même une planification écologique capables de corriger les défaillances de celui-ci, autrement dit de modifier les prix relatifs des biens et services. Les outils à la disposition des pouvoirs publics sont nombreux : réglementation, fiscalité, bonus-malus... La monnaie locale complémentaire en fait partie, avec l'avantage supplémentaire d'être un outil dynamique, appropriable par les acteurs locaux. Mais il ne faut pas confondre les causes et les effets : le circuit monétaire local sera plus facile à mettre en place dans la mesure où un régime productif local – économie circulaire, circuits courts, production locale d'énergie, etc. – existe déjà pour l'accueillir.

A son tour, ce régime productif local ne pourra émerger qu'avec une meilleure évaluation socioéconomique de l'impact des activités, et des régulations qui en tiennent compte. Si le SOL-Violette

circule mal à Toulouse, c'est entre autres parce que les circuits courts alimentaires y sont faiblement développés – les commerces bio locaux peinent à remplir l'objectif de 20% d'approvisionnement local – alors que 80% des achats effectués en monnaie complémentaire concernent l'alimentation justement. Ses promoteurs veulent l'étendre aux territoires ruraux environnants pour relier les consommateurs et les producteurs dans la même « boucle » alimentaire. Une fois que l'agriculture de proximité s'installe dans le paysage économique local, sa présence facilitera sans doute l'usage du SOL. Mais en son absence, la demande en monnaie locale ne suffit pas pour développer l'offre locale. En conséquence, l'usage du SOL se heurte aux résistances « culturelles » qui s'expliquent en partie par le même manque d'habitude que l'on constate chez les consommateurs, mais aussi parce qu'au vu de sa faible circulation (en en absence d'autres motivations, comme celles qui aident au développement de l'Eusko), la monnaie locale peut apparaître comme un coût de transaction additionnel.

Pour que la monnaie locale puisse y contribuer réellement, il faudrait qu'elle circule beaucoup plus massivement qu'elle ne le fait actuellement. Or le panorama dressé ci-dessus jette un doute sur la stratégie d'augmentation incrémentale par la voie des campagnes de sensibilisation menées à Bristol, à Toulouse, à Bruxelles et dans d'autres villes. Il est des obstacles institutionnels que seules les institutions pourront lever. En l'occurrence, le seuil institutionnel décisif qu'il conviendrait de franchir réside au niveau des collectivités territoriales et de leur capacité de mettre en circulation une monnaie locale gagée sur leurs recettes fiscales futures, en actionnant deux leviers à la fois : d'une part, en injectant la monnaie complémentaire par la voie des paiements d'une fraction des salaires des fonctionnaires, des allocations et des commandes publiques en monnaie locales ; d'autre part, en assurant la demande en monnaie en offrant aux habitants et aux entreprises la possibilité de s'acquitter d'une partie de l'impôt local en monnaie locale. C'est ainsi que les flux monétaires locaux pourront atteindre des volumes suffisants pour modifier la vie économique des territoires, selon l'exemple des monnaies fiscales utilisées par certaines provinces argentines.¹⁶

¹⁶ Il s'agit de monnaies fiscales comme le bocade, qui a circulé la province de XXX pendant près de trente ans, et a survécu à toutes les crises monétaires de la monnaie nationale. Voir Bruno Théret et Wojtek Kalinowski, « De la monnaie unique à la monnaie commune. Pour un fédéralisme monétaire européen », note de l'Institut Veblen, septembre 2012, p. 8.